

Économie

« Inacceptable » : la France réagit aux menaces de Trump de taxer à 200 % les vins et champagnes « pour influencer sa politique étrangère »

Unmute

Beach, États-Unis

19, 20 janvier 2026

Journaliste : que répondez-vous au président Macron

Le Parisien

Par Le Parisien avec AFP

Le 20 janvier 2026 à 06h35, modifié le 20 janvier 2026 à 11h26

Réagir

Enregistrer

Partager

Le président américain Donald Trump a menacé ce mardi matin la France de droits de douane de 200 % sur ses vins et champagnes, à la suite du refus français de rejoindre son « conseil de paix ».

La France réagit. Les menaces de Donald Trump d'imposer des droits de douane de 200 % sur les vins et champagnes français sont « inacceptables » et « inefficaces », a réagi mardi l'entourage d'Emmanuel Macron.

« Comme nous l'avons toujours souligné, les menaces tarifaires pour influencer notre politique étrangère sont inacceptables et inefficaces », a indiqué cet entourage.

Les menaces de Donald Trump font suite au refus d'Emmanuel Macron de rejoindre son « Conseil de paix », initialement créé pour Gaza mais qui s'apparente de plus en plus à une alternative à l'ONU. Le tout, en pleines tensions diplomatiques sur le Groenland.

Fleuron de l'agriculture française

Interrogé lundi par des journalistes en Floride sur ce refus français de siéger au conseil de la paix, Donald Trump avait sèchement répondu : « Personne ne veut de lui (Emmanuel Macron) parce qu'il va bientôt quitter ses fonctions. S'ils (les Français) se montrent hostiles, j'imposerais des droits de douane de 200 % sur ses vins et ses champagnes et il nous rejoindra. Mais il n'est pas obligé ».

« C'est une menace, à ce stade, inadmissible, d'une brutalité inouïe et évidemment, qui ne peut pas rester sans réaction non seulement de la part de la France mais de la part de l'Union européenne toute entière », a réagi de son côté la ministre de l'Agriculture Annie Genevard sur TF1.

« Cette menace cible un secteur particulier qui est celui de la viticulture, qui n'en a pas besoin parce qu'il connaît des difficultés et qui est un fleuron de l'agriculture française », a-t-elle dénoncé.

La Fédération des exportateurs de vins et spiritueux de France (FEVS) a également réagit à travers un communiqué : « Il s'agit de questions géopolitiques qui dépassent les enjeux sectoriels des vins et spiritueux. En ce qui concerne la politique commerciale, c'est une compétence exclusive de l'Union européenne. Le sujet doit donc être traité au niveau européen, de manière unie et coordonnée, et porté d'une seule voix ». Le président de la fédération Gabriel Picard a ajouté que « ces déclarations du président des Etats-Unis doivent être prises au sérieux mais avec sang-froid ».

La Russie également invitée

Le président américain veut créer un « Conseil de paix » à sa main pour œuvrer à la résolution des conflits dans le monde en concurrence avec l'ONU, avec un ticket d'entrée d'un milliard de dollars pour un siège permanent, selon une « charte » dont l'AFP a obtenu une copie ce lundi.

Depuis ce week-end, plusieurs pays ont commencé à dévoiler avoir reçu une invitation pour y participer, dont la France, l'Allemagne ou le Canada. Mais aussi bien au-delà des alliés traditionnels des États-Unis, puisque le Kremlin a dit lundi que le président russe Vladimir Poutine avait été invité à « se joindre à la composition du Conseil de paix ». Une invitation confirmée par les États-Unis.

À lire aussi Conseil de la paix pour Gaza : Tony Blair, Steve Witkoff... Qui sont ses membres, chargés de « gouverner » le territoire « pendant sa transition » ?

Mais le projet de « charte » révèle une initiative et un mandat bien plus vastes que la seule question de Gaza, et semble en faire un véritable substitut des Nations unies. « Le Conseil de paix est une organisation internationale qui vise à promouvoir la stabilité, à rétablir une gouvernance fiable et légitime, et à garantir une paix durable dans les régions touchées ou menacées par des conflits », peut-on lire dans le préambule de ce texte envoyé aux États « invités » à y siéger.

Archives

2026 2025 2024 2023 2022 2021 2020 2019 2018 2017 2016

Parcoursup 2026

Codes de réduction

Résultats élections

© Le Parisien

Nous écrire Qui sommes nous ? Nos chartes CGU Politique de confidentialité Gestion des cookies Espace pro

Espace presse

Accessibilité numérique : partiellement conforme

